

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 MARS 1927.

Projet de loi

portant

approbation du **Traité de Travail** conclu entre la Belgique
et le **Grand Duché de Luxembourg** le 20 octobre 1926.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEURS,

Poursuivant la réalisation de sa politique sociale pour assurer la protection de nos travailleurs à l'étranger, le Gouvernement à l'honneur de présenter à votre approbation un projet de loi ratifiant le traité de travail conclu entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Cet arrangement, qui a été signé à Luxembourg, le 20 octobre 1926, par les Plénipotentiaires des deux pays, s'inspire du traité de travail intervenu il y a quelques années entre la Belgique et la France et adopté par le Parlement belge au cours de sa dernière session.

Il est à remarquer que le projet qui vous est soumis ne fait que consacrer légalement une situation de fait, du moins pour de nombreuses clauses, ainsi qu'une brève analyse des articles va le prouver.

L'article 1^{er} affirme la liberté réciproque pour les ressortissants des deux Etats d'entrer dans l'autre pays, d'en sortir et d'y travailler.

L'article 2 stipule l'égalité des salaires entre les nationaux des deux Etats.

Les articles 3, 7, et 8 assurent aux ressortissants des deux pays l'égalité en matière de conditions de travail, proclament leur droit à la protection des lois sociales et aux allocations de chômage.

L'article 4 prévoit certaines mesures à prendre en cas de pléthore de main-d'œuvre dans le pays d'immigration, par exemple pendant les crises économiques. Dans le cas envisagé, deux stades sont à prévoir :

1^o Le Gouvernement du pays d'immigration devra commencer par faire connaître, par la voie diplomatique, au Gouvernement du pays d'émigration, que l'état du marché du travail ne permet pas l'emploi d'ouvriers étrangers de telle ou telle catégorie. Cet avertissement a pour but de permettre au Gouvernement avisé de prendre des mesures pour faire connaître cet état de choses à ses nationaux.

2° Si néanmoins des ouvriers étrangers se présentaient, le Gouvernement du pays d'immigration pourra prendre des mesures restrictives, mais devra, au préalable, les notifier au Gouvernement du pays d'émigration.

Au point de vue des migrations ouvrières entre les deux pays, il n'est pas sans intérêt de signaler qu'elles semblent s'équilibrer à peu de choses près, ainsi qu'il résulte de renseignements recueillis par les services compétents, en l'absence de statistique officielle difficile à établir.

L'article 5 établit l'égalité pour les ressortissants des deux Gouvernements en matière d'acquisition de la petite propriété et notamment en ce qui concerne les primes accordées pour la construction des habitations à bon marché.

L'article 6 déclare que les travailleurs des deux pays pourront faire partie des comités de conciliation et d'arbitrage.

Enfin, les articles 9 et 10 sont relatifs aux mesures d'exécution du traité.

En terminant cet exposé, le Gouvernement a la confiance que vous voudrez bien donner votre entière approbation à ce traité de travail qui, tout en sauvegardant efficacement les intérêts de nos travailleurs occupés dans le Grand-Duché, est de nature à resserrer d'une façon plus intime les liens d'amitié qui nous unissent à nos alliés économiques luxembourgeois.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

Traité de travail

entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG également désireux de régler dans le plus grand esprit d'entente amicale la situation des ouvriers belges travaillant dans le Grand-Duché de Luxembourg et des ouvriers luxembourgeois travaillant en Belgique, et d'établir, dans la plus large mesure possible, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et les ressortissants de l'autre État en ce qui concerne les lois de prévoyance sociale et de travail, ont résolu de conclure un traité, et, à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. A. NIEUWENHUYZ, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Luxembourg.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. J. BECU, Son Ministre d'État, Président du Gouvernement,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les deux Gouvernements s'engagent à ne pas mettre obstacle à la sortie de leurs ressortissants respectifs désireux de se rendre de l'un des deux pays dans l'autre pour y travailler ; ils donneront, à cet effet, toutes facilités administratives à ces travailleurs et à leurs familles.

Moyennant l'accomplissement des formalités administratives prescrites en la matière, et sous réserve des dérogations temporaires prévues à l'article 4, lesdits travailleurs et leurs familles pourront librement pénétrer dans le pays de destination, y séjourner et en sortir.

ARTICLE 2.

Les travailleurs immigrés recevront, à travail égal, un salaire égal à celui des nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, ou, à défaut d'ouvriers nationaux de la même catégorie employés dans la même entreprise, le salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région.

Le Gouvernement du pays d'immigration prend l'engagement de veiller à ce que, sur son territoire, soit observée l'égalité du salaire des ouvriers immigrés avec celui des nationaux.

ARTICLE 3.

Les travailleurs de chacune des deux parties contractantes jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence.

Toutes les réclamations des travailleurs de l'autre pays en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par les employeurs, ou les difficultés de toute nature, lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, seront adressées ou transmises, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires, aux autorités compétentes du pays; l'Administration qualifiée de ce pays procédera aux enquêtes nécessaires et aura seule qualité pour intervenir.

ARTICLE 4.

Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le Gouvernement intéressé en avvertirait immédiatement, par voie diplomatique, le Gouvernement de l'autre pays, afin de le mettre à même de faire le nécessaire. Les deux Gouvernements s'engagent à se notifier mutuellement, avant leur mise en vigueur, les mesures restrictives qu'ils jugeraient utiles d'appliquer aux travailleurs en cause.

ARTICLE 5.

Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux Etats auront dans le territoire de l'autre, les mêmes droits et avantages que ceux assurés aux ressortissants du pays à l'exclusion toutefois du bénéfice des primes qui seraient allouées à titre gratuit par l'un des deux Gouvernements aux constructeurs et acheteurs d'habitations à bon marché, ainsi que des avantages concédés à l'occasion de faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues, dans l'intérêt de la sécurité nationale, pour certaines zones ou certains lieux par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers.

ARTICLE 6.

Les travailleurs et employeurs des deux pays qui sont intéressés dans des conflits collectifs du travail pourront faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage saisis de ces conflits.

ARTICLE 7.

Les allocations accordées, en cas de chômage, par l'un des deux Etats seront attribuées, dans chacun des Etats contractants, aux ressortissants de l'autre Etat.

ARTICLE 8.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays en tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Cette égalité de traitement s'étendra aussi à toutes les dispositions qui pourront être promulguées à l'avenir en cette matière dans les deux pays.

ARTICLE 9.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions du présent traité qui nécessitent la coopération de leurs services administratifs.

Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondent directement.

ARTICLE 10.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Luxembourg aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Il aura une durée d'un an, il sera renouvelé tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent traité seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, lesdites difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou de plusieurs arbitres qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit du présent traité.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des bureaux ou organes internationaux compétents en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé, au même titre, d'accord entre les arbitres.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le 20 octobre 1926.

(s) NIEUWENHUYB.

(s) J. BECH.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1927.

Wetsontwerp

tot goedkeuring

van het Arbeidsverdrag gesloten tusschen België en het
Groothertogdom Luxemburg den 20^e October 1926.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De verwezenlijking voortzettend van hare sociale politiek ten einde de bescherming onzer arbeiders in het buitenland te verzekeren, heeft de Regeering de eer U een wetsontwerp tot bekrachtiging van het tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg gesloten arbeidsverdrag ter goedkeuring voor te leggen.

Deze Overeenkomst, die op 20 October 1926 te Luxemburg door de gevolmachtigden der beide landen ondertekend werd, is ingegeven door het arbeidsverdrag dat vóór eenige jaren tusschen België en Frankrijk gesloten en door het Belgisch Parlement in den loop van zijnen laatsten zitting aangenomen werd.

Er valt op te merken dat het ontwerp dat U wordt onderworpen niet anders doet, althans voor talrijke bepalingen, dan een feitelijken toestand bekrachtigen, zooals een korte ontleding der artikelen het zal bewijzen :

Artikel 1 bevestigt de wederzijdsche vrijheid, voor de onderhoorigen van beide Staten, in het andere land te komen, er uit te gaan en er te arbeiden.

Artikel 2 voorziet de gelijkheid der loonen tusschen de onderhoorigen van beide Staten.

Artikels 3, 7 en 8 verzekeren aan de onderhoorigen van beide landen gelijkheid in zake arbeidsvoorwaarden en erkennen hun recht op bescherming door de sociale wetten en op de vergoedingen voor werkloosheid.

Artikel 4 voorziet zekere maatregelen te nemen in geval van overvloed van werkkrachten in het immigratie-land, bij voorbeeld tijdens economische crisissen. In het beoogde geval zijn er twee stadus te voorzien :

1^o De regeering van het immigratie-land zal moeten beginnen met langs den diplomatieken weg aan de Regeering van het emigratie-land te laten weten dat de stand der arbeidsmarkt het gebruik van vreemde werkliefden van deze of gene categorie niet toelaat. Deze verwittiging heeft voor doel de verwittigde Regeering

in staat te stellen maatregelen te treffen om dezen toestand aan hare onderhoorigen bekend te maken.

2^o Mochten er zich niettemin vreemde werklieden aanbieden, dan zal de Regeering van het immigratie-land beperkende maatregelen mogen nemen, maar zij zal daarvan vooraf aan de Regeering van het emigratie-land kennis moeten geven.

Wat betreft de werklieden-migraties tusschen beide landen, is het niet van belang ontbloot er de aandacht op te vestigen dat deze migraties op weinig na tegen elkaar schijnen op te wegen, zooals blijkt uit de inlichtingen ingewonnen door de bevoegde diensten, bij ontstentenis van officieele statistieken die moeilijk zouden op te maken zijn.

Artikel 5 verzekert aan de onderhoorigen van beide Regeeringen de gelijkheid in zake verwerving van het kleine eigendom, inzonderheid wat betreft de premiën verleend voor het bouwen van goedkope woningen.

Artikel 6 verklaart dat de arbeiders der beide landen van de verzoenings en arbitragecomiteitendeel zullen mogen uitmaken.

Ten slotte, hebben artikels 9 en 10 betrekking op de maatregelen tot uitvoering van het Verdrag.

Bij het eindigen dezer uiteenzetting, vertrouwt de Regeering dat gij uwe volledige goedkeuring zult hechten aan dit arbeidsverdrag dat, terwijl het de belangen onzer in het Groothertogdom werkende arbeiders doelmatig vrijwaart, van aard is om de vriendschapsbanden die ons met onze Luxemburgsche broeders vereenigen nog nauwer toe te halen.

(g) *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

E. VANDERVELDE.

(g) *De Minister van Nijverheid, Arbeid en
Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

Arbeidsverdrag

tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGEN VAN LUXEMBURG, evenzeer wenschende in den ruimsten geest van vriendschappelijke verstandhouding den toestand der in het Groothertogdom Luxemburg werkende Belgische arbeiders en der in België werkende Luxemburgsche arbeiders te regelen, en in de ruimste mate mogelijk de gelijkheid van behandeling in te stellen tusschen hunne onderhoorigen en de onderhoorigen van den anderen Staat wat betreft de wetten op de maatschappelijke voorzorg en den arbeid, hebben besloten een Verdrag te sluiten en hebben te dien einde tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den heer A. NIEUWENHUYSE, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, te Luxemburg :

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGEN VAN LUXEMBURG :

Den Heer J. BEGU, Haar Minister van Staat, President der Regeering,
welke na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande hetgeen volgt overeengekomen zijn :

ARTIKEL 1.

Beide Regeeringen gaan de verbintenis aan zich niet te verzetten tegen het verlaten van het land door hunne respectieve onderhoorigen die wenschen zich van een der beide landen naar het andere te begeven om er te gaan werken; zij zullen te dien einde alle bestuurlijke faciliteiten aan deze arbeiders en aan hunne huisgezinnen verleenen.

Mits vervulling der te dier zake voorgeschreven bestuurlijke formaliteiten, en onder voorbehoud der tijdelijke afwijkingen voorzien in artikel 4, zullen gezegde arbeiders en hunne huisgezinnen vrij kunnen binnenkomen in het land van bestemming, er verblijven en het verlaten.

ARTIKEL 2.

De ingeweken arbeiders zullen bij gelijken arbeid een loon ontvangen gelijk aan dat der arbeiders van het land zelf die tot dezelfde categorie behooren en in dezelfde onderneming werkzaam zijn, of, indien er geen werklieden van het land zelf van dezelfde categorie in dezelfde onderneming werkzaam zijn, het normale en gebruikelijke loon der arbeiders van dezelfde categorie in de streek.

De Regeering van het land van inwijking gaat de verbintenis aan er voor te waken dat op haar grondgebied de gelijkheid van het loon der ingeweken werklieden met dat der arbeiders van het land zelf in acht worde genomen.

ARTIKEL 3.

De arbeiders van elk der beide Verdragsluitende Partijen zullen dezelfde bescherming genieten als deze verleend aan de werklieden van het land zelf door

de wetten en door de gebruiken van het land voor alles wat betrekking heeft op de arbeids- en bestaansvoorwaarden.

Al de bezwaren der arbeiders van het andere land betreffende de arbeids- en bestaansvoorwaarden waaraan zij door de werkgevers zouden onderworpen worden, of de moeilijkheden van welken aard ook, wanneer zij eene tusschenkomst der openbare machten wettigen, zullen hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling der diplomatieke of consulaire overheden, aan de bevoegde overheden van het land gericht of overgemaakt worden; het bevoegde Bestuur van dit land zal tot het noodige onderzoek overgaan en zal alleen bevoegd zijn om tusschenbeide te komen.

ARTIKEL 4.

Ingeval de toestand der arbeidsmarkt gedurende zekere tijdperken, in zekere gewesten en voor zekere beroepen aan de landverhuizers die persoonlijk en uit eigen beweging werk komen zoeken niet zou toelaten eene betrekking te vinden, zou de betrokken Regeering onmiddellijk, langs diplomatieken weg, de Regeering van het andere land daarvan moeten verwittigen, ten einde deze in staat te stellen de noodige maatregelen te nemen. Beide Regeeringen verbinden er zich toe aan elkander, vóór hunne tenuitvoerlegging, de beperkende maatregelen kenbaar te maken die zij het nuttig zouden achten op de betrokken arbeiders toe te passen.

ARTIKEL 5.

Voor alles wat betrekking heeft op de verwerving, het bezit, de overdracht van den kleinen landelijken en stedelijken eigendom, zullen de onderhoorigen van ieder van beide Staten op het grondgebied van den anderen dezelfde rechten en voordeelen hebben als die welke aan de onderhoorigen van het land zelf verzekerd zijn, met uitsluiting evenwel van het voordeel der premiën die door een van beide Regeeringen kosteloos zouden toegekend worden aan de oprichters en koopers van goedkope woningen, alsmede van de voordeelen verleend uit hoofde van oorlogsfeiten en onder voorbehoud der beschikkingen voorzien in het belang der nationale veiligheid, voor zekere zones of zekere plaatsen, door de wetten betreffende het verblijf en de nederzetting van vreemdelingen.

ARTIKEL 6.

De werknemers en de werkgevers van beide landen die betrokken zijn in collectieve arbeidsgeschillen zullen deel kunnen uitmaken van de verzoenings- en scheidsrechterlijke comiteiten waarbij deze geschillen aanhangig werden gemaakt.

ARTIKEL 7.

De vergoedingen verleend in geval van werkeloosheid door een van beide Staten zullen in elk der Verdragssluitende Staten aan de onderhoorigen van den anderen Staat worden toegekend.

ARTIKEL 8.

De onderhoorigen van elk der beide Verdragssluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere behandeld worden gelijk de onderhoorigen van het land zelf voor alles wat betreft de toepassing der wetten waardoor de arbeidsvoor-

waarden geregeld en de gezondheid en de veiligheid der arbeiders verzekerd worden. Deze gelijkheid van behandeling zal zich eveneens uitstrekken tot al de beschikkingen die in de toekomst in beide landen betreffende deze aangelegenheid zouden uitgevaardigd worden.

ARTIKEL 9.

De bevoegde besturen van beide landen zullen in gemeen overleg de bijkomende en ordemaatregelen vaststellen welke noodig zijn voor de uitvoering van de beschikkingen van dit verdrag en die de samenwerking van hunne bestuurlijke diensten vergen. Zij zullen eveneens de gevallen en de voorwaarden bepalen, waarin de diensten rechtstreeks met elkaar in betrekking treden.

ARTIKEL 10.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoo spoedig mogelijk te Luxemburg uitgewisseld worden.

Het zal gedurende één jaar van kracht zijn, en van jaar tot jaar stilzwijgend vernieuwd worden, tenzij het opgezegd wordt.

Van de opzegging zal drie maanden vóór het verstrijken van elken termijn kennis moeten gegeven worden.

Al de moeilijkheden betreffende de toepassing van dit verdrag zullen langs diplomatieken weg geregeld worden.

In geval het niet mogelijk zou geweest zijn langs dezen weg eene oplossing te bekomen, zullen gezegde moeilijkheden, zelfs op aanvraag van eene enkele der partijen, onderworpen worden aan de uitspraak van een of meer scheidsrechters, die als taak zullen hebben ze op te lossen volgens de grondbeginselen en den geest van dit verdrag.

Eene bijzondere schikking zal de instelling en de werking van het scheidsgerecht regelen. Elke partij zal het advies van een der internationale bureelen of organen die ter zake bevoegd zijn, bij wijze van inlichting mogen doen gelden. Dit advies zal, ten zelfden titel, ook mogen gevraagd worden, wanneer er desaan gaande overeenstemming tusschen de scheidsrechters bestaat.

Gedaan te Luxemburg, in dubbel, den 20ⁿ October 1926.

NIEUWENHUIS.

J. BECH.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité de Travail conclu entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, le 20 octobre 1926.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Arbeidsverdrag gesloten tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg den 20^e October 1926.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives.

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de Travail conclu entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg le 20 octobre 1926 sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen Naam aan de wetgevende Kamers voorgelegd worden.

EENIG ARTIKEL.

Het Arbeidsverdrag, gesloten tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg, den 20^e October 1926, zal zijn geheel en volkomen uitwissel hebben.

Gegeven te Brussel, den 28^e Februari 1927.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg,

J. WACTERS.